

Annonces de campagne, lettre aux Français : les promesses non tenues d'Emmanuel Macron

Article rédigé par *RT France*, le 09 mai 2019

Source [RT France] L'an III du quinquennat d'Emmanuel se profile. A l'instar de ses prédécesseurs, le chef de l'Etat n'a pas su joindre les actes à la parole sur de nombreux dossiers. Retour sur ces renoncements qui ont marqué les débuts mouvementés de son mandat.

«Je fais ce que j'ai dit !» : cette phrase aux allures de maxime a maintes fois été prononcée par Emmanuel Macron lors de ses premières interviews télévisées en tant que chef de l'Etat. Le président, élu le 7 mai 2017, voulait ainsi montrer aux Français, lassés des promesses non-tenues, sa différence avec ses prédécesseurs. Peine perdue, l'actuel président de la République, a également été contraint de renoncer à certains de ses engagements de campagne. [Comme le note le site «Lui Président»](#) de l'école supérieure de journalisme (ESJ) de Lille, qui a recensé [397 promesses](#) du l'ex-patron d'En Marche!, une douzaine d'engagements ont été sacrifiés depuis sa prise de fonction, le 14 mai 2017.

Renoncements en cascade

Dès la composition du gouvernement, le 17 mai 2017, une promesse de campagne est enterrée. Alors qu'il avait promis [la création d'un ministère plein et entier des Droits des Femmes](#), celui-ci n'apparaît pas à l'annonce de l'équipe gouvernementale. A la place, un secrétariat d'Etat à l'Egalité des femmes et des hommes est créé.

Un prélude à plusieurs renoncements notables. Le respect du vote en faveur [de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes](#), l'instauration d'un tribunal de première instance dans chaque département, la création d'un «chèque syndical» pour les salariés, [l'obligation pour chaque candidat à une élection de présenter un casier judiciaire vierge](#) ou encore la réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité française de 75% à 50% d'ici 2025 : ces anciens engagements du chef de l'Etat ont progressivement enrichi la liste des promesses délaissées.

Par ailleurs, alors qu'il avait promis de porter l'aide publique française au développement pour 2017 à hauteur de 0,7% de la production nationale, celle-ci a finalement été portée à 0,55% d'ici 2022.

Le grand débat national, une autre grande promesse sans lendemain ?

En janvier dernier, dans sa lettre posant le cadre du [grand débat national](#), Emmanuel Macron énumérait les questions qu'il comptait poser aux Français, afin de trouver des solutions concrètes face sur la crise pluridimensionnelle mise en lumière par le mouvement des Gilets jaunes.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)